

MINISTÈRE DE LA RECHERCHE ET DE LA TECHNOLOGIE

Arrêté du 26 juin 1985 approuvant la création du groupement d'intérêt public dénommé *Modélisation et optimisation des moteurs thermiques* (rectificatif)

Rectificatif au *Journal officiel* du 4 juillet 1985, page 7524, 1^{re} colonne, compléter l'arrêté ainsi qu'il suit :

Annexe : Extraits de la convention constitutive

Membres

Le groupement d'intérêt public, dénommé *Modélisation et optimisation des moteurs thermiques*, est constitué par les organismes suivants :

L'université de Haute-Alsace ;
La société S.A.C.M.

Objet

Le groupement a pour objet la réalisation d'un programme de recherche devant aboutir à la création et à la mise au point d'un modèle global de moteur thermique Diesel validé dit « *Modèle Global* » et d'un contrôleur optimal, numérique d'un moteur Diesel à commande électronique intégrale.

Siège social

Le siège social du groupement est établi à la S.A.C.M., 1, rue de la Fonderie, Mulhouse.

Durée

Le groupement est constitué pour une durée de quatre ans.

Responsabilité des membres

Les membres sont responsables sur leur patrimoine propre à proportion de leurs droits statutaires. Ils ne sont pas solidaires, sauf convention contraire, avec le tiers contractant.

MINISTÈRE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS

Décret n° 85-1047 du 24 septembre 1985 modifiant le décret n° 84-648 du 17 juillet 1984 portant mise en place du programme *Jeunes volontaires*

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre de l'économie, des finances et du budget, du ministre du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle et du ministre délégué à la jeunesse et aux sports,

Vu le livre IX du code du travail, et notamment ses titres VI et VIII ;

Vu le décret n° 84-648 du 17 juillet 1984 portant mise en place du programme *Jeunes volontaires* ;

Vu le décret n° 85-468 du 29 avril 1985 modifiant le décret n° 79-250 du 27 mars 1979 fixant les taux et les montants de rémunérations versés aux stagiaires de formation professionnelle,

Décète :

Art. 1^{er}. - L'article 4 du décret n° 84-648 du 17 juillet 1984 est remplacé par les dispositions suivantes :

« Art. 4. - Les rémunérations versées aux stagiaires *Jeunes volontaires* sont égales à 1 662 F. S'ajoute à cette rémunération une indemnité forfaitaire égale à 1 038,75 F destinée à couvrir les frais annexes et notamment les dépenses de transport et d'hébergement exposées par les *Jeunes volontaires*.

« Ces montants sont applicables en France métropolitaine et à Saint-Pierre-et-Miquelon.

« Un coefficient multiplicateur égal à 0,834 leur est appliqué dans les départements de la Guadeloupe, de la Guyane et de la Martinique.

« Un coefficient multiplicateur égal à 0,778 leur est appliqué dans le département de la Réunion.

« La rémunération et l'indemnisation versées aux stagiaires sont exclusives de toute autre indemnité de même nature versée par l'Etat. »

Art. 2. - Les dispositions de l'article 1^{er} sont applicables aux conventions signées après la date de publication du présent décret.

Les stagiaires en cours de formation sont régis, pour ce qui les concerne, par les dispositions antérieures.

Art. 3. - Le ministre de l'économie, des finances et du budget, le ministre de l'intérieur et de la décentralisation, le ministre de l'agriculture, le ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, porte-parole du Gouvernement, le ministre du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle, le ministre délégué à la jeunesse et aux sports, le secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'économie, des finances et du budget, chargé du budget et de la consommation, et le secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'intérieur et de la décentralisation, chargé des départements et territoires d'outre-mer, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 24 septembre 1985.

LAURENT FABIUS

Par le Premier ministre :

Le ministre délégué à la jeunesse et aux sports,
ALAIN CALMAT

Le ministre de l'économie, des finances et du budget,
PIERRE BÉRÉGOVOY

Le ministre de l'agriculture,
HENRI NALLET

Le ministre de l'intérieur et de la décentralisation,
PIERRE JOXE

*Le ministre des affaires sociales
et de la solidarité nationale,
porte-parole du Gouvernement,*
GEORGINA DUFOIX

*Le ministre du travail,
de l'emploi et de la formation professionnelle,*
MICHEL DELEBARRE

*Le secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'économie,
des finances et du budget, chargé du budget
et de la consommation,*
HENRI EMMANUELLI

*Le secrétaire d'Etat auprès du ministre
de l'intérieur et de la décentralisation,
chargé des départements et territoires d'outre-mer,*
GEORGES LEMOINE

Arrêté du 14 août 1985 portant création du brevet d'Etat d'aptitude à l'enseignement de la culture physique et du culturisme

Le ministre délégué à la jeunesse et aux sports,

Vu la loi n° 84-610 du 16 juillet 1984 relative à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives ;

Vu le décret n° 72-490 du 15 juin 1972 portant création d'un brevet d'Etat à trois degrés d'éducateur sportif ;

Vu l'arrêté du 30 juillet 1965 fixant la liste des diplômes ouvrant droit à l'exercice de la profession d'éducateur physique ou sportif et notamment son annexe ;

Vu l'arrêté du 8 mai 1974 modifié relatif aux examens de formation commune du brevet d'Etat à trois degrés d'éducateur sportif ;

Vu l'arrêté du 13 août 1985, et notamment son article 17, relatif aux modalités d'obtention du brevet d'Etat d'éducateur sportif du 1^{er} degré par un contrôle continu des connaissances au cours d'une formation organisée par un établissement ou service relevant du ministre chargé des sports,

Arrête :

Art. 1^{er}. - Les modalités de délivrance du brevet d'Etat d'aptitude à l'enseignement de la culture physique et du culturisme sont fixées par le présent arrêté.

Art. 2. - Les candidats aux épreuves de l'examen du brevet d'Etat d'aptitude à l'enseignement de la culture physique et du culturisme doivent satisfaire aux conditions suivantes lors de leur inscription :

- être âgés de dix-huit ans au moins au 1^{er} janvier de l'année de l'examen ;
- être titulaires de la formation commune du brevet d'Etat d'éducateur sportif du 1^{er} degré.

Art. 3. - Pour faire acte de candidature à l'examen du brevet d'Etat d'aptitude à l'enseignement de la culture physique et du culturisme, les intéressés doivent adresser au directeur départemental de la jeunesse et des sports de leur domicile, deux mois au moins avant la date fixée pour l'examen, un dossier comprenant les pièces suivantes :

- une demande d'inscription sur la liste des candidats à l'examen, accompagnée de deux photos d'identité et de deux enveloppes timbrées portant le nom, le prénom et l'adresse du candidat ;
- une fiche individuelle d'état civil datant de moins de trois mois ;
- un extrait de casier judiciaire (bulletin n° 3) datant de moins de trois mois ;
- un certificat médical d'aptitude à la pratique et à l'enseignement de la culture physique et du culturisme datant de moins de trois mois et précisant que l'intéressé est indemne de toute affection contagieuse cliniquement et radiologiquement décelable ;
- une copie ou une photocopie certifiée conforme du brevet national de secouriste délivré par la Protection civile ;
- une copie ou une photocopie certifiée conforme de l'attestation de réussite à la formation commune du brevet d'Etat d'éducateur sportif du 1^{er} degré.

Art. 4. - Le jury d'examen du brevet d'Etat d'aptitude à l'enseignement de la culture physique et du culturisme est nommé par le directeur régional de la jeunesse et des sports.

Il est constitué des personnes suivantes :

- le directeur régional de la jeunesse et des sports ou son représentant, membre d'un corps d'inspection de la jeunesse et des sports, président ;
- des membres du corps enseignant de l'éducation physique et sportive dont au moins un membre féminin ;
- des spécialistes de la culture physique et du culturisme dont un spécialiste féminin ;
- deux représentants des organisations professionnelles de la culture physique et du culturisme les plus représentatives ;
- un médecin spécialiste de la médecine du sport ;
- un professeur d'éducation physique et sportive chargé de l'enseignement de l'anatomie et de la physiologie dans un établissement de formation du ministère chargé des sports.

Art. 5. - Le jury de l'épreuve de pédagogie pratique est composé à parité de spécialistes de culture physique et de culturisme et de professeurs d'éducation physique et sportive.

Art. 6. - Le directeur régional de la jeunesse et des sports arrête, sur proposition du jury, la liste des candidats définitivement admis à l'examen du brevet d'Etat d'aptitude à l'enseignement de la culture physique et du culturisme.

Art. 7. - L'examen du brevet d'Etat d'aptitude à l'enseignement de la culture physique et du culturisme comporte des épreuves écrites, des épreuves orales, des épreuves physiques et une épreuve de pédagogie pratique.

Chaque épreuve est notée de 0 à 20. Toute note inférieure à 6 est éliminatoire après délibération du jury. Par exception à cette règle, toute note inférieure à 8 est éliminatoire pour l'épreuve de pédagogie pratique, après délibération du jury.

Epreuves écrites :

1. Anatomie (durée : 3 heures ; coefficient 2) ;
2. Physiologie de l'entraînement (durée : 2 heures ; coefficient 2).

La liste des candidats admis à se présenter aux épreuves orales, physiques et de pédagogie pratique est établie à l'issue des épreuves écrites. Sont inscrits sur cette liste les noms des candidats ayant obtenu, sans note éliminatoire, un total de 40 points correspondant à une moyenne de 10 sur 20 pour les deux épreuves écrites.

Epreuves orales :

1. Pédagogie appliquée (coefficient 2) ;
2. Principes d'organisation de l'entraînement (coefficient 2) ;
3. Législation, réglementation, gestion (coefficient 1).

Epreuves physiques :

1. Evolution à mains libres (coefficient 1) ;
2. Développé couché (coefficient 1) ;
3. Squat (coefficient 1) ;
4. Abdominaux (coefficient 1) ;
5. Tractions (coefficient 1) ;
6. Epreuve de culturisme tirée au sort parmi : épaules, biceps, triceps (coefficient 1) ;
7. Test de Cooper (coefficient 1).

Epreuve de pédagogie pratique (coefficient 4) :

L'épreuve consiste au choix du jury à préparer et à diriger une séance pour pratiquants enfants, ou adolescents, ou adultes des deux sexes ; la séance s'adressera à un groupe ou à un particulier.

Le caractère collectif ou individuel de la séance est tiré au sort par chaque candidat.

Le temps de préparation de la séance est de trente minutes.

La durée de la séance ne peut être inférieure à vingt minutes, ni supérieure à trente minutes.

Le nombre de séances pour enfants et adolescents choisies par le jury ne peut excéder 30 p. 100 du nombre total des séances.

Art. 8. - Pour pouvoir prétendre à l'attribution du brevet d'Etat d'aptitude à l'enseignement de la culture physique et du culturisme, les candidats doivent avoir obtenu un total de 200 points correspondant à une moyenne de 10 sur 20 pour l'ensemble des épreuves.

Art. 9. - Les établissements et services relevant du ministre chargé des sports organisant la formation au brevet d'Etat d'aptitude à l'enseignement de la culture physique et du culturisme peuvent procéder à l'évaluation des candidats sous forme de contrôle continu des connaissances conformément à l'arrêté du 13 août 1985 susvisé.

Art. 10. - Le brevet d'Etat d'aptitude à l'enseignement de la culture physique figurant sur la liste des diplômes du tableau A2 annexé à l'arrêté du 30 juillet 1965 susvisé est remplacé par le brevet créé par le présent arrêté.

Art. 11. - Le programme de la formation ainsi que les barèmes sont fixés par annexes au présent arrêté (1).

Art. 12. - L'arrêté du 12 octobre 1983 fixant les modalités de délivrance du brevet d'Etat d'aptitude à l'enseignement de la culture physique est abrogé.

Art. 13. - Le directeur des sports est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 14 août 1985.

Pour le ministre et par délégation :
Le directeur des sports,
A. LAURENT

(1) L'arrêté et ses annexes seront publiés au *Bulletin officiel* de la jeunesse et des sports.